

**Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Services**













**ACCORD-CADRE RELATIF A L'IMPRESSION ET AU  
FACONNAGE DES MAGAZINES DE LA CMA NOUVELLE-  
AQUITAINE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

**MARCHE N° 2025-013**

**Procédure :** Appel d'offres ouvert

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services  <u>Objet</u> : ACCORD-CADRE RELATIF A L'IMPRESSION ET AU FACONNAGE DES MAGAZINES DE LA CMA NOUVELLE-AQUITAINE
	<u>Acheteur</u> : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine 46 rue du Général de Larminat CS81423 33073 - BORDEAUX
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.  CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	Région Nouvelle-Aquitaine
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois.
	Le marché est à prix unitaires.
	L'accord-cadre est révisable.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.  <u>Prestations similaires</u> : Sans objet
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

## SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	1
MARCHE N° 2025-013 .....	1
<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	4
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3. DURÉE .....	4
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE.....	5
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	5
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	5
7.1. SOUS-TRAITANCE .....	5
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	6
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	7
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	7
8.2. VARIATION DES PRIX.....	7
ARTICLE 9. AVANCE.....	8
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	8
11.1. DELAI DE PAIEMENT.....	8
11.2. FACTURATION .....	8
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	10
ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	10
ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS .....	10
ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	11
15.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	11
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 16. RÉCEPTION .....	12
ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE .....	12
<b>PARTIE 6. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 18. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	13
ARTICLE 19. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	13
<b>PARTIE 7. DÉROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>14</b>

---

## PARTIE 1. PREAMBULE

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

---

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### **ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur, qui sera précisé à chaque commande.

### **ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

**Objet des services :** ACCORD-CADRE RELATIF A L'IMPRESSION ET AU FACONNAGE DES MAGAZINES DE LA CMA NOUVELLE-AQUITAINE.

La présente consultation a pour objet l'impression et le façonnage des magazines de la CMA Nouvelle Aquitaine, destinés à ses principaux publics cibles.

**Lieu de prestation du service :** Région Nouvelle-Aquitaine

Le montant de commande du marché initial et de chaque reconduction est limité à 80.000 € HT.

### **ARTICLE 3. DUREE**

#### Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La durée de l'accord-cadre commence à courir à partir de la notification.

#### Délai d'exécution :

Le délai d'exécution sera fixé au sein de chaque bon de commande.

Le fichier PDF HD prêt à imprimer sera envoyé à l'imprimeur directement par la CMA NA 10 jours ouvrés avant le début d'impression.

Dans ce délai, le fichier sera traité par l'imprimeur et retransmis à la CMA NA pour validation d'un BAT (Bon à tirer) avant impression, au minimum 3 jours ouvrés avant le début de l'impression, soit 7 jours ouvrés maximum à compter de la transmission du PDF initial.

#### Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.  
Les titulaires ne peuvent s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

### **4.1. Type d'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- l'Acte d'Engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Bordereau des prix unitaires
- Le cadre de mémoire technique et ses éventuelles annexes
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-

1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

### **Paiement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

## **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

---

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

---

## PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

---

### ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

#### 8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaires à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaires est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

#### 8.2. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : *annuellement à la date de notification de l'accord-cadre*.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés à la date de reconduction du marché par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = (I(n) / I(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- I= Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes - Base 2021 - Identifiant **010764131**
- « n » : mois qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.
- Index I(n) : valeur du dernier index définitif de référence mis en ligne (DML) au 1er jour du mois n.
- Index I(o) : valeur de l'index de référence au mois zero

Le coefficient (Cn) est arrondi au millième de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est inférieure à 5, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure ou égale à 5, le millième est augmenté d'une unité

Les prix du marché, après application du coefficient, seront arrondis de la manière suivante :

- si la 3ème décimale est inférieure à 5, le centième est inchangé,
- si la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, le centième est augmenté d'une unité

Le prix ainsi révisé sera donc arrêté à deux décimales.

La révision des prix s'appliquera aux prix en fonction de la date de service fait.

Le titulaire du marché devra envoyer dans les 15 jours précédant la nouvelle période d'application du BPU, le détail de son calcul du coefficient Cn avec les justificatifs afférents pour le calcul de la formule, à l'adresse [cmar-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr](mailto:cmar-marches@cma-nouvelleaquitaine.fr). En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments. Il appartiendra au titulaire de calculer la variation des prix et d'indiquer sur sa facture son coefficient Cn et le montant de la variation des prix, faute de quoi la facture sera rejetée.

## ARTICLE 9. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

### 11.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. Le Trésorier de la CMA NA  
Comptable assignataire  
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine  
46 rue du Général de Larminat  
CS81423  
33073 BORDEAUX  
Tél. : 0557225722

### 11.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.



Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

**Il devra déposer ses factures mensuellement, à l'aide du numéro SIRET suivant :**

Département	Entité acheteuse	SIRET
Région	CMA Nouvelle Aquitaine	13 002 792 300 015

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

---

## PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

---

### ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

#### **Protection des données à caractère personnel du titulaire**

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : [dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr](mailto:dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr) Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

### ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

#### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

### ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

#### Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement
- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.
- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique

## **ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

---

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 16. RECEPTION**

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison, transmis par mail au représentant du pouvoir adjudicateur, comportant obligatoirement les indications suivantes :

- la date d'expédition,
- l'identification du titulaire
- la référence de la commande,
- la référence au marché (numéro et intitulé),
- le lieu de livraison,
- l'identification des travaux livrés, et quand il y a lieu, leur répartition par colis,
- les réserves mentionnées par l'une ou l'autre des parties.

La constatation de la livraison se fera par la signature d'un double bulletin de livraison (titulaire et prestataire en charge du routage), qui sera immédiatement transmis au représentant de l'acheteur par le prestataire en charge de l'envoi.

Par dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS, l'acheteur n'avise pas nécessairement le titulaire des opérations de vérification qui peuvent être conduites sans sa présence, sous un délai de deux jours à compter de la réalisation de la prestation, par le prestataire en charge de l'envoi.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision après avis du prestataire en charge de l'envoi qui effectuera les opérations de vérification.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS,

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, l'admission des prestations ne fera pas toujours l'objet d'un procès-verbal d'admission ; le paiement de la facture, vaudra admission des prestations.

En cas de défaut constaté sur les productions, un procès-verbal de réfaction sera dressé. Conformément à l'article 30.3 du CCAG, la réfaction sera équivalente à la part des productions sur laquelle un défaut est constaté, sur le montant en €TTC du bon de commande. (Réfaction = Montant €TTC / Part des productions défectueuses ou manquante). La réfaction sera proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Le titulaire sera invité à produire ses observations avant la notification de la décision de réfaction.

La Chambre se réserve également la possibilité d'imposer au titulaire de rectifier les livraisons sans rémunération supplémentaire en cas d'erreurs ou de malfaçons relevées au cours des vérifications simples ou complexes, quantitatives et qualitatives effectuées par le service demandeur.

### **ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

## PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

### ARTICLE 18. PENALITES ET PRIMES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, l'application de pénalité se fait sur simple constatation du manquement, sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard, ni aucun plafonnement.

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution :**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, pour l'ensemble des délais contractualisés, y compris intermédiaires, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

- $V * R / 1000$
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours de retard.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### ARTICLE 19. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Fax :

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

---

## **PARTIE 7. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 30 du CCAG Fournitures Courantes et Services.